

APPEL A ARTICLES

Juin 2013

Usages de l'histoire et du passé dans les organisations

Coordination scientifique : Julien Tassel (Université Paris IV – CELSA - GRIPIC)

Coordination éditoriale : François Granier (Université Paris I – CEP)

L'intérêt des organisations pour leur passé est ancien : Schneider célèbre déjà en 1905 l'anniversaire de la naissance de son fondateur, tandis que la bourse de New York fête son centenaire en 1892 et publie deux ans plus tard une histoire interne intitulée *The New York Stock Exchange* (Torrès 1995). Cet intérêt se développe fortement à partir des années 1980. La découverte, avec la crise, de leur mortalité (Descamps 1998), l'intérêt croissant des managers pour la notion de la culture organisationnelle dont l'histoire est présentée comme un élément central (Beltran et Ruffat 1991), le fait que l'entreprise devienne une institution sociale qui doit rendre des comptes et, dès lors, présenter des archives accessibles, sont quelques uns des facteurs qui expliquent, avec l'intérêt des historiens pour l'histoire des organisations (Fridenson 1989) et la *business history* (Dumoulin 2003), l'engouement des organisations pour leur passé.

Ainsi se sont peu à peu développées des démarches visant à faire l'histoire des organisations (mise en place de comités d'histoire, établissement de partenariats avec les universités, écriture de livres d'histoire, etc.), et, plus généralement, des politiques liées à la mémoire, à la tradition, au patrimoine (archivistique, recueil et publication de témoignages, muséographie, etc.). Les réflexions ne manquent pas d'une part sur les enjeux liés aux partenariats entre historiens et organisations, d'autre part sur l'historiographie propre aux organisations, enfin sur ce à quoi *doit* servir l'histoire, du point de vue des organisations. Elles ne manquent pas non plus, d'un point de vue plus général, sur les usages de la tradition (Hobsbawn et Ranger 2006), du patrimoine (Davallon 2006) ou de la mémoire (Traverso 2005).

Récit des origines, de fondation, de rupture, de légitimation ou apologétique (Hartog et Revel 2004), l'histoire se prête à de multiples usages politiques. Mais en définitive, on sait peu de choses sur la manière dont l'histoire, et plus largement le passé, sont réellement utilisés par les acteurs des organisations. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons nous intéresser dans le cadre de cet appel à articles aux usages de l'histoire et du passé *dans* les organisations : quels acteurs sont impliqués ? Quels enjeux ces usages soulèvent-ils ? Pour quelles visées le passé est-il convoqué ? Quel passé est mobilisé et quelles histoires fabriquées ? Quelles formes ces pratiques du passé prennent-elles ? Quels rapports au temps se dessinent à travers elles ?

Cet appel concerne les organisations au sens large : entreprises et organisations marchandes et productives, mais aussi les institutions, associations, administrations, syndicats, groupements professionnels, ONG, etc.

Il ne s'agira pas dans ce numéro de *Sociologies Pratiques* de faire l'histoire des organisations mais bien de décrire les formes et d'interroger la portée des usages de l'histoire et du passé, pour montrer à quels enjeux ils répondent dans le cadre des organisations contemporaines. Plusieurs angles d'analyse sont ainsi envisagés, étant entendu que ces angles ne sont pas exclusifs les uns des autres, mais bien souvent s'éclairent mutuellement et interagissent. L'enjeu est de cerner ce que les différents acteurs des organisations «font» de / avec l'histoire et le passé dans le cadre de leur activité :

- les usages managériaux
- les contre-usages
- les usages sociologiques

Un souci particulier sera apporté par les auteurs à la description, la caractérisation et à l'analyse des formes d'histoire et d'usages du passé. On cherchera à préciser les objets de l'histoire (histoire de l'innovation, de la firme, des techniques ?...), les acteurs et objets de la mémoire (de quel groupe, métier, corporation, site ?), les objets et les publics du patrimoine, etc. afin de pouvoir produire une analyse précise des usages observés.

1. Usages managériaux de l'histoire et du passé

L'enjeu sera ici d'étudier de quelles manières et à quelles fins l'histoire et le passé sont mobilisés par les dirigeants, les conseils d'administration, le management, et, plus généralement, par tous ceux, comme les services de «communication institutionnelle» ou de «marketing RH», dont le métier, la fonction ou le rôle est de participer à l'édification, à la circulation ou à l'incarnation du discours officiel de l'organisation.

Il s'agira de poser dans le cadre des organisations contemporaines la question du lien existant entre histoire et exercice du pouvoir, entre histoire et gouvernement. L'histoire, le passé, servent-ils d'appui stratégique pour les organisations ? Sont-ils mobilisés dans l'accompagnement des situations de changement (périodes de transitions, fusions-acquisitions, repositionnements stratégiques, etc.) comme des ressources face à l'incertitude, ou au contraire, le travail effectué par les acteurs dominants consiste-t-il à disqualifier les références au passé ? L'histoire elle-même érigée par ces acteurs en cadre pertinent d'interprétation des situations, ou, au contraire, discréditée ? L'histoire et le passé sont-ils utilisés comme des moyens de favoriser l'attachement à l'organisation ? Sont-ils convoqués comme un moyen légitime de compréhension de l'organisation ? Quels rapports au passé se dessinent à travers ces différents usages ?

Enfin, comment ces usages sont-ils considérés par les acteurs auxquels ils s'adressent ? Entrent-ils en cohérence ou en discordance avec l'idée qu'ils se font du passé et l'expérience qu'ils ont de l'histoire de l'organisation.

2. Contre-usages

Existe-t-il d'autres formes de production et d'usages de l'histoire et du passé que les formes managériales qui viennent d'être décrites ? Il s'agira ici de poser la question de la polyphonie historique, en nous intéressant tout particulièrement aux groupes (retraités, syndicats, etc.) et aux individus qui font référence à l'histoire et au passé pour affirmer un point de vue sur l'organisation qui diffère de celui posé par le management.

Comment ces usages du passé cohabitent-ils avec les formes managériales dans l'espace de l'organisation ? Le passé est-il identifié comme un enjeu politique : est-il un enjeu de reconnaissance, l'objet de débats, de luttes ou de revendications ?

Lorsqu'une histoire différente de celle portée par le management est revendiquée, observe-t-on des phénomènes de censure ou de réécriture ? Ou, à l'inverse, une parole « autre » sur le passé est-elle permise, admise, reconnue voire encouragée dans l'espace de l'organisation ?

Le passé est-il un moyen pour faire état de revendications, pour contester le pouvoir en place ? Y-a-t-il, par son intermédiaire, production de contre-pouvoirs ?

3. Usages de l'histoire et du passé dans la pratique des sociologues

Enfin, dans quelle mesure la prise en compte du passé et de l'histoire est-elle un enjeu et une ressource pour les sociologues qui interviennent en entreprise ?

Comment passé et histoire sont-ils utilisés dans l'enquête de terrain (observation, entretiens, accès et analyse des données et des archives...) ? Comment interviennent-ils dans la pratique de l'intervention sociologique ? L'histoire et le passé sont-ils de bons analyseurs de ce qui se joue dans les organisations ?

Ces thématiques sont susceptibles de faire l'objet de contributions de différentes natures :

- des résultats de recherches fondés sur des recherches empiriques récentes et achevées, nationales ou internationales ;
- des analyses réflexives de la pratique des sociologues, qui mettront l'accent sur la prise en compte de l'histoire dans l'analyse ou dans l'intervention.

Repères bibliographiques :

Andrieu, Claire, Lavabre, Marie-Claire, Tartakowsky, Danièle, 2006. *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*. Publications de l'Université de Provence.

Beltran, Alain et Ruffat, Michèle (dir.), *Culture d'entreprise et histoire*. Paris : Editions d'Organisation.

Bonin, Hubert, 2006. « L'histoire comme outil de légitimation politique de l'entreprise pendant la Grande Crise de la fin du XIX^e siècle (1974-1993) », *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Crivello, Maryline, Garcia, Patrick et Offenstadt, Nicolas (dir.), Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, p. 157-168.

Brun, François et Thibault, Martin (dir.) *Conserveries mémorielles*, 2011, 11, *Mémoire et travail*.

Davallon, Jean, 2006. *Le don du patrimoine*. Paris, Lavoisier.

Descamps, Florence, 1998. « Quelques réflexions à propos des comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche historique » in *Etudes et documents*, X, 1998, pp. 483-687. Paris : Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France, Ministère de l'économie.

Devetter, François-Xavier et de Coninck, Frédéric, 2012. *Temporalités*, 16. *Conflits de temporalités dans les organisations*.

Dumoulin, Olivier, 2003. *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*. Paris : Albin Michel.

Entreprises et histoire, 2009/2 n°55 : « tendance de l'histoire des entreprises ». Paris : Eska.

Fridenson, Patrick, 1989. «Les organisations, un nouvel objet», in *Annales E.S.C*, n°6, pp. 1461-1477.

Froment, Charles de, 2010. «A quoi sert l'histoire des entreprises ? «We did not know we were so rational !» in *Tracés*, 10.

Hartog, François et Revel, Jacques 2004. *Les usages politiques du passé*. Paris : ed. de l'EHESS.

Hobsbawn, Eric et Ranger, Terence, 2006. *L'invention de la tradition*. Paris : Amsterdam.

Marty, Nicolas, 2010. «Enjeux et usages de l'histoire d'entreprise : le cas de la Source Perrier.» in *Tracés*, 10.

Revue Française de Gestion. 2008/8-9. N°188-189. *Histoire et gestion : vingt ans après*.

Revue Française de Gestion. 2009/2. N° 192. *La pérennité organisationnelle*.

Thoemmes, Jens et Tremplay, Diane-Grabrielle (dir.) 2009. *Temporalités*, 10. *Temporalités sociales et marchés*.

Torrès, Félix. 1995. « Histoires et mémoires de l'entreprise » in *Communication et Organisation* n° 7, pp.157-194.

Traverso, Enzo, 2005. *Le passé modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*. Paris : la fabrique.

Articles attendus :

Les articles attendus doivent se fonder sur des recherches empiriques portant sur des travaux récents et achevés (des analyses de témoignages, des études de cas, des débats critiques...). Ils doivent être informatifs et analytiques et traiter de l'un ou de plusieurs thèmes évoqués.

Procédure de soumission d'article :

Adresser une intention d'article de 4.000 signes maximum (espace compris) avant le 26 août 2013 par voie électronique à : contact@sociologies.pratiques.com

- La revue retournera son avis aux auteurs le 15 septembre 2013 au plus tard.
- Les articles retenus seront à retourner à la revue à la fin du mois de novembre 2013.

L'acceptation de l'intention d'article ne présume pas de l'acceptation de l'article final qui sera soumis au comité de lecture de la revue

Présentation de la revue :

Sociologies pratiques est une revue de sociologie fondée en 1999 par Renaud Sainsaulieu et l'Association des professionnels en sociologie de l'entreprise (APSE). Elle est aujourd'hui éditée par les Presses de Sciences Po. La revue est intégrée dans la liste des revues scientifiques reconnues par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). Elle est répertoriée sur les bases Francis et Cairn.

Sociologies pratiques paraît deux fois par an. Ses numéros thématiques (environ 200 pages) donnent la parole à des chercheurs ou à des praticiens afin de témoigner de réalités sociales émergentes et de comprendre les mouvements de notre monde. Le projet éditorial de la revue rend compte d'une sociologie appliquée. En ce sens, il recherche un équilibre entre

monde académique et monde professionnel, entre compréhension et action, tout en portant un regard clairement sociologique pour comprendre le changement social. Reprenant un diagnostic de Renaud Sainsaulieu¹ établi à la fin des années 1980, il s'agit toujours de contribuer à la mise en visibilité du *savoir sociologique*, qu'il soit élaboré par la recherche ou par l'application capable de concilier rigueur scientifique et visée opérationnelle. D'un monde à l'autre, nous pensons qu'il est possible de discerner une posture commune orientée vers la nécessité d'analyses objectivées de la réalité sociale et vers la distance par rapport aux évidences, aux normes et aux enjeux politiques.

C'est dans ce contexte que *Sociologies pratiques* s'inscrit en mettant l'accent sur la diversité et la richesse des pratiques académiques et professionnelles de la sociologie. Chaque dossier thématique cherche ainsi à rendre compte de la diversité des sociologies *en acte*², à illustrer la variété des pratiques contemporaines, à composer entre contributions descriptives de pratiques et apports réflexifs sur les conditions, les justifications et les conséquences sur l'action. La volonté de croiser témoignages d'acteurs de terrain – qui agissent au cœur des transformations – et réflexions de chercheurs – qui donnent les résultats de leurs enquêtes les plus récentes – font de *Sociologies pratiques* un espace éditorial et intellectuel original qui s'adresse à tout lecteur intéressé par la sociologie en pratique, qu'il soit diplômé en sociologie ou non, qu'il soit chercheur ou professionnel.

Outre, les articles retenus en lien avec les appels à articles, *Sociologies pratiques* comprend les rubriques suivantes : « *Le métier* », « *Sociologies d'ailleurs* », « *Echos des colloques* », « *Bonnes feuilles de masters* » et « *Lectures* ». Des « *varia* » peuvent enfin être publiés.

¹. « La profession de sociologue en France », in H. Mendras et M. Verret, *Les Champs de la sociologie française*, Armand Colin, 1988.

². Marc Uhalde, « Avant-propos : Reconnaître la diversité des sociologies en acte », *Sociologies pratiques*, n°16, 2008.